



## Les enjeux de l'activité juridique : quels changements pour le CE ?

Loi de sécurisation de l'emploi – crédit d'impôt compétitivité et BDU (base de données unique)

### Référence :

152-128-14

### Durée :

1 Jour

Depuis un peu plus d'un an, le cadre réglementaire a fortement évolué ; faites le point sur les évolutions de la loi et l'impact sur vos prérogatives.

### OBJECTIFS PEDAGOGIQUES

### Public

Tout public

### Pré-requis

Pas de pré-requis

➤ Identifier les nouveaux droits et les nouvelles contraintes pour les représentants du personnel (création d'une base de données unique, nouvelles obligations de consultation du CE, instauration d'administrateurs salariés dans les conseils d'administration, possibilité de mise en place d'une instance de coordination des CHSCT, etc.)

➤ Comment mieux anticiper les mutations économiques (création des accords de maintien dans l'emploi, refonte du licenciement économique avec PSE, obligation de chercher un repreneur en cas de fermeture, réforme du chômage partiel, etc.)

### Méthodes pédagogiques

- Supports de cours
- questions / réponses
- Réflexion
- Attestation de formation

➤ Quels sont les nouveaux délais de prescription ?



FORMATIONS ET SERVICES AUX ENTREPRISES

## PROGRAMME

### **Les enjeux de l'activité juridique : quels changements pour le CE ?**

- Identifier les nouveaux droits et les nouvelles contraintes pour les représentants du personnel
  1. Dans quel contexte s'inscrit la création de la base de données unique ? Quels sont les enjeux pour les élus et la direction ?
  2. Quid des nouvelles obligations de consultation du CE ? Quels délais pour rendre votre avis ?
  3. Vers l'instauration d'administrateurs salariés dans les conseils d'administration ?
  4. Dans quels cas, est-il possible de mettre en place une instance de coordination des CHSCT ?
  
- Quid du nouveau « Crédit d'Impôts Compétitivité Emplois » (CICE)
  1. CICE : A quoi cela sert ?
  2. Quel est le rôle du CE vis-à-vis du CICE ?
  
- Comment mieux anticiper les mutations économiques
  1. Les accords de maintien dans l'emploi, c'est quoi ?
  2. Quelles sont les nouvelles règles applicables en cas de PSE ? Vers une refonte du licenciement économique avec PSE ?
  3. Quid de l'obligation de chercher un repreneur en cas de fermeture ?
  4. Et la réforme du chômage partiel, des changements ? Lesquels ?